

150 personnes installées à Décines dans une ancienne usine

Ce mardi 21 avril, environ 150 personnes SDF mises à l'abri dans le gymnase des Maristes ont été hébergées dans une usine vide, située au cœur d'une zone industrielle de Décines, à dix minutes à pied du métro Carré de Soie.

C'est le fruit d'un accord entre le propriétaire et le diocèse de Lyon qui loue le local pour un mois.

Mais la « Coordination urgence migrants » a bien cru qu'elle n'arrivait pas à prendre possession des lieux. S'ils ont signé un bail avec le propriétaire de l'usine, ces militants avaient oublié que la mairie pouvait gêner leur installation.

Mise au courant dans la matinée de l'arrivée des SDF, la municipalité UMP a dépêché un équipage de police municipale rapidement rejoint par des policiers municipaux puis par trois camions de CRS.

Au bout de quatre heures de tergiversations, les SDF ont pu commencer à prendre possession des lieux.



Le 21 avril, vers 15h50, les premiers Albanais ont pu s'installer dans une ancienne usine de Décines.
©LB/Rue89Lyon

Selon le père Bruno-Marie Duffé, en contact avec la Ville de Décines, le point d'achoppement porte sur le changement de destination du lieu : d'une usine à un hébergement.

Le père Michel Durand, ex-curé des Pentes de la Croix-Rousse, et membre actif de la « Coordination urgence migrants » ne se montre pas dupe :

« C'est un prétexte. La mairie a tenté de jouer la carte du changement de destination du lieu. Mais leur objectif est d'éviter que ces personnes arrivent dans leur commune ».

Contacté, le premier adjoint, Mohamed Rabehi, tient à préciser qu'« à aucun moment la ville n'a tenté d'empêcher l'installation » :

« On ne peut pas, il y a un accord entre un propriétaire et le diocèse ».

Mais il ajoute :

« Il s'agit bien d'un ancien site industriel. On va s'assurer que toutes les normes d'hygiène, de sécurité sont bien respectées. Selon la préfecture, il y a tout de même 166 personnes dont 42 enfants. Dans les prochains jours, on va faire un état des lieux et on prendra les décisions qui s'imposent ».

Vers 15h30, les quelques matelas et sacs ont commencé à être disposés sur le carrelage de cette ancienne usine de 300 m² vide depuis trois ans. Il n'y a pas plus de confort que deux douches et deux WC. Rien pour cuisiner.

Lionel Brunel, responsable des moyens généraux au diocèse de Lyon en charge du patrimoine, reconnaît que ce n'est pas aux normes d'hébergement :

« Évidemment c'est de l'urgence absolue. Je veux bien qu'on nous critique mais qu'on m'amène une solution pour les héberger. Je prends ! »

Les catholiques de la « Coordination urgence migrants » parlent d'une « solution relais » et affirment être toujours à la recherche d'un hébergement pérenne pour ces personnes. Même s'ils ajoutent, une fois de plus, que ce devrait être à l'État d'assumer ses prérogatives. Une dame avec ses deux enfants, reconnue réfugiée politique, l'exprimait à sa manière (traduit par sa fille) :

« Ici, c'est mieux que dehors. Mais on a le statut de réfugié depuis deux mois. Pourquoi n'a-t-on toujours pas de maison ? »

« Un sit-in place Bellecour »

Il y a un an, des catholiques emmenés par le père Paul-Marie Duffé avait massivement tenté d'héberger des familles après l'expulsion de ce qui était le plus grand bidonville de l'agglomération lyonnaise, à Saint-Fons.

Quelques solutions avaient pu être trouvées dans des paroisses.

C'est notamment de cette première expérience qu'était née « la Coordination urgence migrants ». Mais cette année, Bruno-Marie Duffé affirme qu'il n'y a plus de solution au sein de l'Église catholique de Lyon.

« Quand le préfet Carenco a demandé cet hiver au cardinal Barbarin de trouver des lieux pour héberger des SDF, on a cherché partout et on a trouvé quelques chambres par ci, par là. Aujourd'hui il n'y a plus aucune solution ».

Ce prêtre en charge du social à l'évêché de Lyon ajoute que « ce n'est pas au religieux de prendre en charge les problèmes qui relèvent de l'État » :

« On veut bien se mettre autour d'une table avec la préfecture pour trouver des solutions. Mais ce n'est pas à nous d'assumer l'hébergement. La préfecture pourrait notamment réquisitionner des locaux privés ou publics vacants ».

Dans le cas où la préfecture « expulse systématiquement » tous les bidonvilles sous le coup d'une mesure de justice, Bruno-Marie Duffé promet d'être davantage visible et revendicatif, dans la rue :

« Le jour où l'on va expulser Saint-Priest et Bron, on va être dans la rue car il n'y aura plus aucune solution. Et dans ce cas-là, on fera un sit-in place Bellecour. Par ce genre d'action, on veut montrer qu'on résiste et qu'on ne lâche pas même si on a conscience de la précarité des solutions ».